

Brochure n° 3034

Convention collective nationale

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**

**(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motorcycle**

Activités connexes

Contrôle technique automobile

Formation des conducteurs)

DÉLIBÉRATION N° 12-07 DU 20 DÉCEMBRE 2007

RELATIF À LA RÉFORME DU BAC PROFESSIONNEL

NOR : ASET0950531M

IDCC : 1090

Vu l'accord paritaire national du 17 novembre 2007 relatif à la formation professionnelle des jeunes ;

Vu la note, en date du 29 octobre 2007, du ministère de l'éducation nationale aux recteurs d'académies, relative au développement du baccalauréat professionnel en 3 ans ;

Vu la convention nationale de coopération du 27 mai 2005, ci-après dénommée la convention de coopération, liant le ministère de l'éducation nationale et, sur mandat des partenaires sociaux du secteur, l'ANFA ;

Vu l'article 1.22 *b* de la convention collective nationale des services de l'automobile, définissant les missions de l'ANFA ;

Vu les 16 contrats d'objectifs professionnels régionaux conclus à ce jour par l'ANFA au nom des partenaires sociaux ;

Considérant que le renouvellement de la population professionnelle constitue un axe prioritaire de la démarche des partenaires sociaux de la branche des services de l'automobile ;

Considérant que plus de 13 200 jeunes sont actuellement inscrits dans des sections préparant au baccalauréat professionnel ;

Considérant leur volonté de développer la qualification professionnelle, tout en facilitant l'insertion ;

Considérant leur intérêt pour l'enseignement sous statut scolaire, mais aussi la priorité donnée à l'apprentissage du fait du taux élevé d'insertion professionnelle dans ce dernier cadre,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La profession s'engagera, pour la rentrée scolaire 2008-2009, dans la réforme du baccalauréat professionnel en 3 ans, décidée par le ministère de l'éducation nationale, selon les modalités ci-après, tant dans le domaine de l'enseignement à temps plein que dans celui de l'apprentissage.

L'ANFA veillera particulièrement aux aspects qualitatifs, mais également au niveau des flux des jeunes concernés par cette réforme sur laquelle les organisations signataires formulent toutefois des réserves.

Section 1

Dispositions relatives à la formation sous statut scolaire

Article 2

Effectifs

En raison du caractère expérimental de la démarche, et afin de tenir compte de la technicité des métiers de l'automobile, le pourcentage de sections de 2^e professionnelle à transformer devra s'établir en fonction des besoins des entreprises.

Article 3

Filières

Les ouvertures de sections devront être limitées à la seule maintenance automobile et l'ensemble de ses options (VP, VI, moto).

Article 4

Consultation de l'ANFA

Les délégations régionales de l'ANFA devront être consultées systématiquement et préalablement à toute transformation de section par les recteurs ; elles s'appuieront à cet égard sur la convention de coopération ainsi que sur la présente délibération. Il est rappelé qu'aucun financement ne pourra être accordé par l'ANFA à un établissement ayant procédé à une ouverture sans l'accord de la profession.

Article 5

Cohérence de la progression

Les délégations régionales de l'ANFA, pour donner leur accord, s'assureront de l'existence d'une véritable progression pédagogique cohérente et linéaire sur les 3 années de la formation.

Article 6

Suivi

Les délégations régionales de l'ANFA demanderont la création d'un comité de pilotage au niveau académique, dont l'ANFA devra faire partie, conformément à l'esprit de la convention de coopération.

Section 2

Dispositions relatives à l'apprentissage

Article 7

Ouverture des sections

Dans le droit-fil de l'accord paritaire national du 17 novembre 2007, il est rappelé que l'apprentissage en CFA fait l'objet d'une priorité pour les services de l'automobile.

Dans ce cadre, il conviendra d'ouvrir pour la rentrée 2008, à l'initiative de la profession, une section dans chaque académie. Dès la conclusion de la présente délibération, l'ANFA entreprendra les démarches nécessaires à cet effet.

Article 8

Appui sur le réseau

L'ANFA s'appuiera sur les CFA du réseau des CFA pilotes, dont les capacités permettent la préparation du baccalauréat en 3 ans.

Les expérimentations engagées à ce jour par l'ANFA seront utilisées et mutualisées au profit des CFA retenus, par tout moyen approprié.

Section 3

Dispositions communes

Article 9

Liaison avec les conseils régionaux

Les délégations régionales de l'ANFA consulteront les conseils régionaux, le cas échéant dans le cadre des contrats d'objectifs, afin d'associer ceux-ci à la démarche de la branche et solliciter leur soutien, dans le cadre de l'apprentissage.

Article 10

Liaison avec les rectorats

Les délégations régionales de l'ANFA agissant dans le cadre de la convention de coopération, prendront l'attache des rectorats afin qu'elles donnent leur avis sur la création des sections sous statut scolaire dans les lycées professionnels. Les rectorats seront également associés à la démarche de la branche visée à l'article précédent.

Article 11

Mise en œuvre

L'ANFA est mandatée pour mettre en œuvre la présente délibération, notamment dans toutes les instances concourant à l'application de la réforme visée au préambule, comme la sous-commission automobile de la 3^e commission professionnelle consultative du ministère de l'éducation nationale, et également pour la création d'une certification intermédiaire.

Les représentants des organisations soussignées, membres desdites instances, apporteront leur concours à la démarche de l'ANFA.

Fait à Suresnes, le 20 décembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FNAA ;
SNCTA ;
CNPA ;
Professionnels du pneu ;
FNCRM ;
UNIDEC ;
GNESA ;
FFC.

Syndicats de salariés :

FGMM CFDT ;
FO ;
CFTC ;
CFE-CGC ;
CSNVA.